



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 68.196/4
du 23 novembre 2020

sur

une proposition de loi
'modifiant diverses lois sur la
navigation en vue d'optimiser
la politique de respect des
dispositions légales dans le
domaine de la navigation'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 68.196/4
van 23 november 2020

over

een wetsvoorstel 'tot wijziging
van verscheidene
scheepvaartwetten voor de
optimalisatie van het
handhavingsbeleid in de
scheepvaart'

Le 26 octobre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Présidente de la Chambre des représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant diverses lois sur la navigation en vue d'optimiser la politique de respect des dispositions légales dans le domaine de la navigation', déposée par Mme Marianne VERHAERT et MM. Tim VANDENPUT et Christian LEYSEN (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0743/001).

La proposition a été examinée par la quatrième chambre le 23 novembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur, et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 23 novembre 2020.

*

Op 26 oktober 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitster van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van verscheidene scheepvaartwetten voor de optimalisatie van het handhavingsbeleid in de scheepvaart', ingediend door mevrouw Marianne VERHAERT en de heren Tim VANDENPUT en Christian LEYSEN (*Parl. St.*, Kamer, 2019-20, nr. 55-0743/001).

Het voorstel is door de vierde kamer onderzocht op 23 november 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur, en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 23 november 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'objectif de la proposition de loi est résumé comme suit par ses auteurs :

« Le système d'amendes administratives instauré en 2016 pour punir les infractions aux lois sur la navigation s'est révélé un instrument efficace permettant de mener une politique de respect des dispositions légales effective et dissuasive dans le domaine de la navigation.

Cette proposition de loi vise par conséquent à dépénaliser certaines infractions aux lois sur la navigation. Elle vise également à améliorer et à rendre plus efficace la procédure de poursuites administratives, en tenant compte de l'expérience déjà acquise en la matière »¹.

Cette proposition de loi a été déposée au Parlement le 12 novembre 2019. Son examen doit prendre en compte l'évolution qu'a connue, depuis cette date, le contexte normatif dans lequel elle s'insère.

En effet, la loi du 8 mai 2019 'introduisant le Code belge de la Navigation', dont les articles 104 à 132 abrogent plusieurs législations que la proposition vise à modifier ou auxquelles elle se réfère, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2020.

Deux amendements, déposés par l'un des auteurs de la proposition examinée, visent d'ailleurs à prendre en compte cette évolution².

Il convient également d'avoir égard au fait que la section de législation du Conseil d'État a récemment été consultée sur un avant-projet de loi 'modifiant le Code belge de la Navigation', dont les articles 138 à 141 visent également à modifier la loi du 25 décembre 2016 'instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation', en vue, notamment, d'adapter celle-ci à l'entrée en vigueur du Code belge de la Navigation et aux modifications qu'elle y apporte. Cet avant-projet de loi a fait l'objet de l'avis n° 68.098/4, donné le 22 octobre 2020.

[‡] S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0743/001, p. 1.

² *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0743/002.

FORMALITÉ PRÉALABLE

La proposition de loi doit être soumise à la procédure d'association des gouvernements de régions, conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

Il ressort des développements précédant la proposition que la Région flamande a émis un avis positif, mais le dossier soumis à la section de législation ne permet pas de s'assurer que cette formalité préalable a été valablement accomplie.

Il revient à l'auteur de la proposition de veiller à ce que la procédure d'association des gouvernements de régions soit menée à son terme.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

Article 2

1. Dans la version française de la phrase liminaire de l'article 2 de la proposition, les mots « modifiée par la loi du 24 avril » seront remplacés par les mots « modifié par la loi du 24 avril 2014 ».

2. Dans la version française de la phrase introductive de l'article 3, alinéa 6, proposé de la loi du 30 juillet 1926 'instituant un conseil d'enquête maritime', les mots « sanctions disciplinaires antérieures » seront remplacés par les mots « sanctions disciplinaires qui précèdent ».

Article 3

Dès lors que l'article 3 de la proposition à l'examen transforme l'amende pénale prévue à l'article 19 de la loi du 5 juin 1972 'sur la sécurité des bâtiments de navigation', en une amende administrative, le chapitre VI de cette loi ne contient plus uniquement des dispositions pénales.

Il convient dès lors de modifier l'intitulé de ce chapitre.

Article 5

Dans la phrase liminaire de l'article 5 de la proposition, il n'y a pas lieu de mentionner les modifications subies par la loi modifiée.

La même observation vaut pour les articles 7 et 11 de la proposition.

Article 6

1. À l'article 6 de la proposition, les mots « modifiée par la loi du 25 décembre 2016 » seront remplacés par les mots « modifié par les lois du 25 décembre 2016 et du 8 mai 2019 ».

2. Outre la transformation en une amende administrative de l'amende pénale prévue à l'article 3 de la loi du 24 novembre 1975 'portant approbation et exécution de la Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer, Règlement y annexé et ses annexes, faits à Londres le 20 octobre 1972', l'article 6 de la proposition vise également à y convertir en euros les montants minimum et maximum de l'amende. Les montants minimum et maximum de l'amende, actuellement fixés à 26 et 300 francs, passent respectivement à 26 et 100.000 euros.

Ces modalités de conversion diffèrent de celles retenues dans d'autres dispositions similaires de la proposition, et notamment aux articles 10 et 12.

Il convient de s'assurer de la cohérence du choix des nouveaux montants minimum et maximum des amendes administratives prévus par la proposition.

Article 8

L'article 8 de la proposition apporte une modification à une loi qui a été abrogée.

Cet article sera omis.

La même observation vaut pour les articles 9, 12 à 16, et 21 à 23 de la proposition³.

Article 17

Dès lors que l'article 17 de la proposition à l'examen insère, dans l'article 50, § 1^{er}/1, de la loi du 20 janvier 1999 'visant la protection du milieu marin et l'organisation de l'aménagement des espaces marins sous juridiction de la Belgique', la possibilité d'infliger une amende administrative, le chapitre XI de cette loi ne contient plus uniquement des dispositions pénales.

Il convient de modifier l'intitulé de ce chapitre.

³ L'amendement n° 1 (*Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0743/002, p. 2) vise à supprimer ces différents articles.

Article 19

Dès lors que l'article 19 de la proposition à l'examen insère, dans l'article 55, alinéa 1^{er}, de la loi du 22 avril 1999 'concernant la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord', la possibilité d'infliger une amende administrative, le Chapitre X de cette loi ne contient plus uniquement des dispositions pénales.

Il convient de modifier l'intitulé de ce chapitre.

Article 25

À l'article 25 de la proposition, les mots « Dans les articles 6, 11 et 16 » seront remplacés par les mots « Dans les articles 6, § 3, alinéa 1^{er}, 11, alinéa 4, et 16, alinéa 1^{er} ».

Article 27

L'attention de l'auteur de la proposition est attirée sur le fait qu'un avant-projet de loi 'modifiant le Code belge de la Navigation' a été soumis, pour avis, à la section de législation⁴. En son article 139, cet avant-projet envisage de compléter l'article 9 de la loi du 25 décembre 2016 'instituant des amendes administratives applicables en cas d'infractions aux lois sur la navigation' par la phrase suivante :

« Un exemplaire du procès-verbal où l'infraction a été constatée est envoyé à l'autorité compétente ».

L'auteur de la proposition veillera à assurer la cohérence entre l'article 27 de la proposition à l'examen, et l'article 139 de l'avant-projet de loi susvisé.

Article 28

1. À l'article 14/1, alinéas 1^{er} et 3, proposé de la loi du 25 décembre 2016, les termes « commandant », « membre d'équipage » et « agent maritime » sont utilisés sans être définis.

Il y a lieu de compléter l'article 2 de la loi du 25 décembre 2016 par une définition de ces notions, le cas échéant par référence aux définitions qui figurent respectivement aux articles 2.1.1.3, 1^o et 4^o, et 2.1.1.2, 8^o, du Code belge de la Navigation.

⁴ Voir l'avis n° 68.098/4.

2. À l'article 14/3 proposé, de la même loi, les tirets relatifs aux lois suivantes seront omis, puisque ces lois ont été abrogées :

– la loi du 8 juillet 1976 'relative à la licence d'exploitation des bâtiments de navigation intérieure et au financement de l'Institut pour le transport par batellerie' ;

– la loi du 12 juillet 1983 'sur le jaugeage des navires' ;

– la loi du 21 décembre 1990 'relative à l'enregistrement des navires' ;

– la loi du 20 janvier 2011 'portant exécution de l'accord de coopération du 3 décembre 2009 entre l'État fédéral et les Régions concernant la mise en œuvre de la Convention relative à la collecte, au dépôt et à la réception des déchets survenant en navigation rhénane et intérieure, signée à Strasbourg le 9 septembre 1996 et portant exécution de la Convention' ;

– la loi du 30 janvier 2012 'régulant des matières visées à l'article 78 de la Constitution en matière d'assurance des propriétaires de navires pour les créances maritimes' ;

– la loi du 30 janvier 2012 'régulant des matières visées à l'article 78 de la Constitution en matière de responsabilité des transporteurs de passagers par mer en cas d'accident' ;

– la loi du 19 décembre 2012 'portant exécution de Conventions internationales diverses en matière de responsabilité civile pour la pollution par les navires, concernant des matières visées à l'article 78 de la Constitution'.

Par ailleurs, l'article 147 de l'avant-projet de loi 'modifiant le Code belge de la Navigation' abroge la loi du 5 juillet 2018 'relative à la navigation de plaisance'. Si cette loi est adoptée, la mention de la loi du 5 juillet 2018 dans la liste de l'article 14/2 proposé de la loi du 25 décembre 2016 sera omise.

Il doit, en outre, être souligné que l'article 140 du même avant-projet de loi vise à remplacer l'article 14/3 que l'article 28 de la proposition examinée insère dans la loi du 25 décembre 2016, afin de tenir compte de ces différentes évolutions. La cohérence de ces deux dispositions doit être assurée.

3. Le tiret concernant la loi 'relative à l'implémentation de la convention de l'UNESCO du 2 novembre 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique' fait référence à une proposition de loi 'relative à l'implémentation de la convention de l'UNESCO du 2 novembre 2001 sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et la protection d'épaves de valeur' qui est actuellement en cours d'examen⁵. Il ne peut, dès lors, être maintenu en l'état⁶.

⁵ *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0767/001.

⁶ Voir également la loi du 4 avril 2014 'relative à la protection du patrimoine culturel subaquatique', que l'article 24 de la proposition de loi précitée abroge.

4. La rédaction de la phrase introductive de l'article 14/4 proposé de la loi du 25 décembre 2016 est déficiente. La portée de cette disposition ne peut être déterminée.

Il doit, en outre, être relevé que l'amendement n° 2 déposé par l'un des auteurs de la proposition examinée vise à supprimer l'article 14/4 proposé ⁷.

5. L'article 14/4, 1°, proposé de la même loi sera omis car il renvoie à une loi qui a été abrogée.

Article 29

À l'article 29 de la proposition, il convient de préciser que la modification est apportée à l'article 18, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 décembre 2016.

Article 30

Dans la phrase liminaire de l'article 30 de la proposition, le mot « Dans » sera omis.

*

⁷ *Doc. parl.*, Chambre, 2019-2020, n° 55-0743/002, p. 3.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorstel aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het doel van het wetsvoorstel wordt als volgt samengevat door de stellers ervan:

“Het in 2016 ingevoerde systeem van administratieve geldboetes voor schepeninbreuken is een efficiënt instrument gebleken voor een effectief en afschrikwekkend handhavingsbeleid in de scheepvaart.

Dit wetsvoorstel beoogt daarom een verdere depenalisering van inbreuken op de scheepvaartwetten. Verder wordt de procedure tot administratieve vervolging verbeterd en efficiënter gemaakt op basis van de reeds opgedane ervaring.”¹

Dat wetsvoorstel is in het Parlement ingediend op 12 november 2019. Het moet onderzocht worden rekening houdend met de ontwikkelingen die zich sedert die datum voorgedaan hebben in het normatief kader waarvan het deel uitmaakt.

De wet van 8 mei 2019 ‘tot invoering van het Belgisch Scheepvaartwetboek’, waarvan de artikelen 104 tot 132 verscheidene wetgevingen opheffen tot wijziging waarvan het voorstel strekt of waarnaar het verwijst, is immers op 1 september 2020 in werking getreden.

Twee amendementen ingediend door één van de stellers van het voorliggende voorstel zijn er trouwens op gericht rekening te houden met die ontwikkelingen.²

Er dient ook rekening gehouden te worden met het feit dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State onlangs om advies gevraagd is over een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek’, waarvan de artikelen 138 tot 141 eveneens strekken tot wijziging van de wet van 25 december 2016 ‘tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten’, inzonderheid om die wet aan te passen aan de inwerkingtreding van het Belgisch Scheepvaartwetboek en aan de wijzigingen die ze daarin aanbrengt. Over dat voorontwerp van wet is op 22 oktober 2020 advies 68.098/4 uitgebracht.

[‡] Aangezien het om een wetsvoorstel gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0743/001, 1.

² *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0743/002.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het wetsvoorstel.

Uit de toelichting die voorafgaat aan het voorstel blijkt dat het Vlaams Gewest een positief advies uitgebracht heeft, maar uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, kan niet met zekerheid opgemaakt worden dat dat voorafgaand vormvereiste naar behoren vervuld is.

De steller van het voorstel dient erop toe te zien dat het vormvereiste van het erbij betrekken van de gewestregeringen volledig vervuld wordt.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

Artikel 2

1. In de Franse tekst van de inleidende zin van artikel 2 van het voorstel moeten de woorden “modifiée par la loi du 24 avril” vervangen worden door de woorden “modifié par la loi du 24 avril 2014”.

2. In de Franse tekst van de inleidende zin van het voorgestelde artikel 3, zesde lid, van de wet van 30 juli 1926 ‘tot instelling van eenen onderzoeksraad voor de scheepvaart’ moeten de woorden “sanctions disciplinaires antérieures” vervangen worden door de woorden “sanctions disciplinaires qui précèdent”.

Artikel 3

Aangezien artikel 3 van het voorliggende voorstel de strafrechtelijke geldboete waarin artikel 19 van de wet van 5 juni 1972 ‘op de veiligheid van de vaartuigen’ voorziet, omzet in een administratieve geldboete, zijn in hoofdstuk VI van die wet niet meer alleen strafbepalingen opgenomen.

Het opschrift van dat hoofdstuk dient dan ook gewijzigd te worden.

Artikel 5

In de inleidende zin van artikel 5 van het voorstel moet geen melding gemaakt worden van de wijzigingen die aangebracht zijn in de te wijzigen wet.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7 en 11 van het voorstel.

Artikel 6

1. In artikel 6 van het voorstel moeten de woorden “gewijzigd bij de wet 25 december 2016” vervangen worden door de woorden “gewijzigd bij de wetten van 25 december 2016 en 8 mei 2019”.

2. Artikel 6 van het voorstel beoogt niet alleen de strafrechtelijke geldboete waarin artikel 3 van de wet van 24 november 1975 ‘houdende goedkeuring en uitvoering van het Verdrag inzake de internationale bepalingen ter voorkoming van aanvaringen op zee, 1972, bijgevoegd Reglement en zijn Bijlagen, opgemaakt te Londen op 20 oktober 1972’ voorziet om te zetten in een administratieve geldboete, maar het strekt er ook toe in het voorstel de minimum- en maximumbedragen van de geldboete om te zetten in euro. De minimum- en maximumbedragen van de geldboete, thans vastgesteld op 26 en 300 frank, worden respectievelijk omgezet in 26 en 100.000 euro.

Die omzettingsregels verschillen van die welke vervat zijn in andere soortgelijke bepalingen van het voorstel, en inzonderheid van die opgenomen in de artikelen 10 en 12.

Er dient gezorgd te worden voor samenhang in de keuze van de nieuwe minimum- en maximumbedragen van de administratieve geldboetes waarin het voorstel voorziet.

Artikel 8

Artikel 8 van het voorstel brengt een wijziging aan in een wet die opgeheven is.

Dat artikel moet weggelaten worden.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 9, 12 tot 16, en 21 tot 23 van het voorstel.³

Artikel 17

Aangezien artikel 17 van het voorliggende voorstel in artikel 50, § 1/1, van de wet van 20 januari 1999 ‘ter bescherming van het mariene milieu en ter organisatie van de mariene ruimtelijke planning in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België’ de mogelijkheid opneemt om een administratieve geldboete op te leggen, zijn in hoofdstuk XI van die wet niet meer alleen strafbepalingen opgenomen.

Het opschrift van dat hoofdstuk dient gewijzigd te worden.

³ Amendement nr. 1 (*Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0743/002, 2) strekt ertoe die onderscheiden artikelen op te heffen.

Artikel 19

Aangezien artikel 19 van het voorliggende voorstel in artikel 55, eerste lid, van de wet van 22 april 1999 ‘betreffende de exclusieve economische zone van België in de Noordzee’ de mogelijkheid opneemt om een administratieve geldboete op te leggen, zijn in hoofdstuk X van die wet niet meer alleen strafbepalingen opgenomen.

Het opschrift van dat hoofdstuk dient gewijzigd te worden.

Artikel 25

In artikel 25 van het voorstel moeten de woorden “In artikelen 6, 11 en 16” vervangen worden door de woorden “In de artikelen 6, § 3, eerste lid, 11, vierde lid, en 16, eerste lid,”.

Artikel 27

De aandacht van de steller van het voorstel wordt gevestigd op het feit dat een voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek’ om advies voorgelegd is aan de afdeling Wetgeving.⁴ Artikel 139 van dat voorontwerp beoogt artikel 9 van de wet van 25 december 2016 ‘tot instelling van administratieve geldboetes van toepassing in geval van inbreuken op de scheepvaartwetten’ aan te vullen met de volgende zin:

“Een exemplaar van het proces-verbaal waarin de inbreuk is vastgesteld wordt aan de bevoegde autoriteit toegezonden.”

De steller van het voorstel moet zorgen voor samenhang tussen artikel 27 van het voorliggende voorstel en artikel 139 van het genoemde voorontwerp van wet.

Artikel 28

1. In het voorgestelde artikel 14/1, eerste en derde lid, van de wet van 25 december 2016 worden de termen “gezagvoerder”, “bemanningslid” en “scheepsagent” gebezigd zonder dat ze gedefinieerd worden.

Artikel 2 van de wet van 25 december 2016 moet aangevuld worden met een definitie van die begrippen, in voorkomend geval met verwijzing naar de definities die respectievelijk in de artikelen 2.1.1.3, 1° en 4°, en 2.1.1.2, 8°, van het Belgisch Scheepvaartwetboek vervat zijn.

⁴ Zie advies 68.098/4.

2. In het voorgestelde artikel 14/3 van dezelfde wet moeten de streepjes met betrekking tot de volgende wetten weggelaten worden, aangezien deze wetten opgeheven zijn:

- de wet van 8 juli 1976 ‘betreffende de vergunning voor de exploitatie van binnenvaartuigen en betreffende de financiering van het Instituut voor het transport langs de binnenwateren’;

- de wet van 12 juli 1983 ‘op de scheepsmeting’;

- de wet van 21 december 1990 ‘betreffende de registratie van zeeschepen’;

- de wet van 20 januari 2011 ‘houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 3 december 2009 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitvoering van het Verdrag inzake de verzameling, de afgifte en de inname van afval in de Rijn- en binnenvaart, ondertekend te Straatsburg op 9 september 1996 en houdende uitvoering van het Verdrag’;

- de wet van 30 januari 2012 ‘tot regeling van aangelegenheden als bedoeld door artikel 78 van de Grondwet inzake verzekering van scheepseigenaren tegen maritieme vorderingen’;

- de wet van 30 januari 2012 ‘tot regeling van aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet inzake de aansprakelijkheid van vervoerders van passagiers over zee bij ongevallen’;

- de wet van 19 december 2012 ‘houdende uitvoering van verscheidene Internationale Verdragen inzake de burgerlijke aansprakelijkheid voor verontreiniging door schepen, met betrekking tot aangelegenheden als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet’.

Bovendien wordt bij artikel 147 van het voorontwerp van wet ‘tot wijziging van het Belgisch Scheepvaartwetboek’ de wet van 5 juli 2018 ‘betreffende de pleziervaart’ opgeheven. Als die wet aangenomen wordt, moet de vermelding van de wet van 5 juli 2018 geschrapt worden uit de lijst van het voorgestelde artikel 14/2 van de wet van 25 december 2016.

Daarenboven moet opgemerkt worden dat artikel 140 van hetzelfde voorontwerp van wet strekt tot vervanging van artikel 14/3 dat bij artikel 28 van het voorliggende voorstel ingevoegd wordt in de wet van 25 december 2016 teneinde rekening te houden met die verschillende ontwikkelingen. Er moet gezorgd worden voor samenhang tussen die twee bepalingen.

3. Het streepje met betrekking tot de wet ‘tot implementatie van het UNESCO-verdrag van 2 november 2001 ter bescherming van het cultureel erfgoed onder water’ verwijst naar een wetsvoorstel ‘tot implementatie van het UNESCO-verdrag van 2 november 2001 ter bescherming van het cultureel erfgoed onder water en de bescherming van waardevolle wrakken’ dat thans onderzocht wordt.⁵ Het kan dan ook niet in zijn huidige vorm behouden worden.⁶

4. De inleidende zin van het voorgestelde artikel 14/4 van de wet van 25 december 2016 is gebrekkig geformuleerd. Er kan niet bepaald worden wat de draagwijdte is van die bepaling.

Daarenboven moet opgemerkt worden dat amendement nr. 2 ingediend door één van de stellers van het voorliggende voorstel ertoe strekt het voorgestelde artikel 14/4 op te heffen.⁷

5. Het voorgestelde artikel 14/4, 1°, van dezelfde wet moet weggelaten worden, aangezien het verwijst naar een wet die opgeheven is.

Artikel 29

In artikel 29 van het voorstel dient gepreciseerd te worden dat de wijziging aangebracht wordt in artikel 18, eerste lid, van de wet van 25 december 2016.

Artikel 30

In de inleidende zin van artikel 30 van het voorstel moet het woord “In” weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

⁵ *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0767/001.

⁶ Zie eveneens de wet van 4 april 2014 ‘betreffende bescherming van het cultureel erfgoed onder water’ die bij artikel 24 van het voormeld wetsvoorstel opgeheven wordt.

⁷ *Parl.St.* Kamer 2019-20, nr. 55-0743/002, 3.